

• Octobre 2016 • Numero 151 •  
• L e s P u b l i c a t i o n s d e La Gauche  C a c t u s ! •

www.la-gauche-cactus.fr/SPIP

Il n’y a pas que des Miracles à Lourdes

Sommaire

L’édito de **Jean-Luc Gonneau** : Il n’y a pas que des miracles à Lourdes, à propos des dénonciations du Front national concernant les demandeurs d’asile.

**- Chronique de la gauche en questions.** Cinquième épisode des grandes et moins grandes manœuvres au sein de la gauche, par **João Silveirinho** en arbitre légendairement impartial des élégances (relatives) des turbulences en cours.

- **Le masque de Marine**. Où **Yann Fiévet** démasque le fond du projet du Front national, que l’entreprise de « dédiabolisation » de Mme Le Pen cache mal.

- **Mondialisation : Elite qui dirige et populace qui vote**. Sur la lancée de sa réflexion sur la mondialisation Jacques-Robert Simon nous invite à réfléchir sur les causes de la coupure entre les « élites » et la population, dans tous les sens du terme.

- **Non au Tafta, un traité inique, qui enfreint les textes des Nations unies**. Le traité de libre échange transatlantique, négocié en catimini entre l’Union Européenne et les Etats-Unis, comporte bien des dangers que **Chloé Maurel**, historienne de l’ONU, dissèque avec précision. Il semble avoir du plomb dans l’aile, mais demeurons vigilants

- **Le maître de Sainte Euphasie**. Quatrième épisode d’un mini feuilleton, savoureux, cocktail d’observations sociales acides, ou tendres, ou drôles avec, si, si, un zeste d’érotisme, par le nouvelliste **Hervé Mesdon**. Car la littérature, m’sieurs-dames, c’est vital.

- **L’urbanisme en question.** Dans un texte qu’il intitula Anarchie quand tu nous tiens, **Jean-Pierre Lefebvre**, urbaniste et autogestionnaire contre vents et marées, analyse avec finesse, enthousiasme, férocité parfois mais toujours humanisme, les débats qui ont agité les conceptions et les finalités de l’urbanisme depuis une trentaine d’années. Débats qui demeurèrent souvent confinés au monde des spécialistes t des politiciens, alors qu’ils concernent au plus au point la population de ce pays.

*- Bonus :* Parce qu’il faut continuer à sourire, deux photos détournées par Patrick Mignard, à propos de la loi El Khomri, dite « loi travail », dont les décrets commencent, hélas, à sortir.

*Bonnes lectures.*

* Edito : Il n’y a pas que des Miracles à Lourdes

*Par Jean-Luc Gonneau*

*Au mois de février de cette année, le Conseil municipal de Lourdes vota l’implantation dans la ville d’un CADA (centre d’accueil de demandeurs d’asile) pouvant accueillir 90 personnes, essentiellement des familles. Ce dispositif fut ensuite complété par dix huit places en logements d’urgence, le tout confié à l’association France Terre d’Asile, répute pour son professionnalisme dans l’accueil de ces populations. Tout se passa bien, et continue de bien, se passer. Sauf que. Sauf que le secrétaire départemental du Front National, Olivier Monteil, conseiller régional, ne l’entendait pas de cette oreille et le fit savoir dans un post du compte Facebook de la fédération départementale du Front National.*

*Pour Monteil, les occupants de ces logements ne sont pas des demandeurs d’asile mais des clandestins. Ils ne sont pas 98 mais 250. Leur présence a été décidée en catimini (un vote du Conseil municipal, par nature public car à Lourdes, ce n’est pas comme à Béziers où on vire les opposants, c’est du catimini). Monteil ignore, ou fait semblant, que la France, comme la totalité des pays européens, est signataire de la Convention de Genève. En conséquence, en droit, à moins que Monteil n’attache aucune importance au droit, donc que Monteil ne puisse en aucun cas se revendiquer républicain, un demandeur d’asile, tant qu’une juridiction (la Cour Nationale du Droit d’Asile) n’aura pas statué sur son sort, n’est ni un « clandestin », puisqu’il est connu des services administratifs, ni un intrus sur le territoire. Ce n’est que si sa demande d’asile est rejetée qu’il peut être contraint à quitter la France. 250 et pas 98 ? Il semblerait que Monteil ait ajouté aux demandeurs d’asile du CADA les réfugiés chrétiens d’Orient accueillis par la paroisse de Lourdes. On atteint là le sommet du comique (noir). Car le même Monteil explique doctement, dans une conférence de presse suite à son « post » Facebook (retiré depuis, quel courage) que les chrétiens d’Orient eux, ont fait le choix de demeurer en Syrie ou en Irak. Sauf à Lourdes ?*

*Quoiqu’il n’en veuille pas personnellement aux « migrants », communique-t-il après son « post », mais au gouvernement et la municipalité (PRG), Monteil met en annexe de son « post » les noms des rues où ils sont logés et pour faire bonne mesure le numéro de téléphone portable de la directrice du CADA (France Terre d’Asile a porté plainte). Bien sur, tout ceci est promptement supprimé sur le compte Face book, le mal étant fait. Et bien sur, sont aussi effacés les réactions des sympathisants de Monteil. Mais pas assez vite : le site Streetpress en a recueilli quelques unes. Echantillon :* « Les Pyrénées ne veulent pas des envahisseurs islamistes, on fera tout pour les virer », « Flinguer ces fils de putes », « Tous des bêtes sauvages, ils me dégoutent, des ordures sur le sol français », *"Ils vont s'amuser les migrants à dégommer les stèles chrétiennes (...) Une stèle tombée = un migrant mort". Sur un autre site, où ces commentaires ne sont pas effacés à ce jour, posté par un certain duranddurand (lajoielajoie ?) : « le F.N. peut aussi porté (sic) plainte contre la ville et l’état et France Terre d’Asile pour mise en danger volontaire de la vie d’autrui. en cachant de dangereux délinquants ! » ou encore, d’une « Olivia Blanche » : « Nul doute à avoir sur la présence de migrants à Lourdes. Dernièrement, l’Observatoire de la Christianophobie a révélé, photos à l’appui, un vandalisme ignoble sur la maison natale de Bernadette Soubirou (on veut que ce soit internet et qu’il n’y ait pas de fautes d’ortho’ sur les noms propres mais, ndlr)… Des inscriptions injurieuses, à caractère sexuel et christianophobe autant qu’anti-Françaises, dans un Français pitoyable, qui dénonce les auteurs (serait-ce duranddurand ?, ndlr) !!! ». Dans ce florilège de haine, il y a appel au meurtre, discours raciste, insultes publiques. Dans la divulgation par Monteil d’adresses et de téléphone, atteintes à la vie privée. Dans la déclaration non démentie de Monteil qu’il tient ses « informations » d’une « source policière », il y a diffamation des services de l’Etat si c’est faux ou enquête interne si c’est vrai. Il fait de plus allusion à une prétendue directive de la hiérarchie policière incitant à la clémence si des incidents avec les demandeurs d’asile étaient constatés. A quoi répond la préfète, assez maladroitement si vous voulez mon avis, qu’il s’agit d’une « interprétation malveillante » d’une directive. Mais de toutes façons, le procureur local, qui a promis des poursuites, ne risque pas le chômage s’il tient ses promesses.*

*Pour faire bonne mesure, le « post » de Monteil était illustré d’une photo montrant de nombreux africains. A Lourdes ? Non, en Lybie en 2015. Comme il dit, Monteil, « les lourdais (mais pas les lourdaises ? ndlr) ont le droit d’être informés. Certes, mais surtout pas par lui. Au fait, certains médias ont tenté de joindre la direction du Front national à ce sujet : silence radio. Dédiabolise, Marine, dédiabolise. A ce rythme là, le diable a autant de souci à se faire que la finance avec Hollande.*

* Chronique de la Gauche en Questions (CINQUIEME SEQUENCE)

*Par João Silveirinho*

Que d’émotions, ma foi, que d’émotions ces derniers jours ! Un livre dévastateur pour François Hollande, une baffe électorale pour Cécile Duflot dans la mini-primaire écolo. Plus des appels en tous genres au sein de la gauche. Voyons cela à la fois de haut et de plus près.

Hollande d’abord. Revenons cinq ans en arrière. Pendant la campagne présidentielle, Jean-Luc Mélenchon traita François Hollande de « capitaine de pédalo ». Nous fûmes, au Cactus, quelques uns à trouver ça rigolo. Certains de nos amis trouvaient que Mélenchon allait quand même un peu loin avec celui qui était alors « l’ennemi de la finance ». On dit quoi en 2016 à la lecture des confidences Hollandaises aux journalistes ? Capitaine de bouée-canard ? Mais ce qui est moins rigolo, c’est que les abandons, les négligences, les maladresses, les erreurs des gouvernements du quinquennat n’ont pas seulement déconsidéré les socio-libéraux qui en forment l’ossature, président et premier ministre en tête, mais l’ensemble de la gauche. Tache d’huile qui atteint aussi celles et ceux qui n’ont pas mis la main dans ces entreprises désastreuses.

Cécile Duflot y a mis la main, même si bien moins que d’autres. Du coup, elle a fâché « sa » gauche, qui s’est souvenue qu’elle fut ministre de Hollande et « sa » droite, qui lui a reproché d’avoir quitté le bateau. On la dit secouée par cet échec. Consolons-la, d’autant qu’elle n’a pas que des défauts : elle échappe ainsi au score étique qui semble promis au ou à la candidat-e écolo à l’élection présidentielle, si tant est que cette candidature aille à son terme, ce qui ne semble pas certain.

Les appels maintenant : après, avant l’été, l’appel pour faire revivre le Front de gauche (que notre directeur de la publication signa « sans illusion ») et qui connut un modeste succès d’estime, l’appel de Libération pour une primaire de toute la gauche, dans les choux puis l’appel dit « des cent » où se retrouvaient entre autres Marie-Noëlle Lienemann et Gérard Filoche (PS), Karima Delli et Noël Mamère (écolos), Clémentine Autain (Ensemble), Marie-Pierre Vieu et Olivier Dartigolles (PCF). (que ne signa pas notre directeur de la publication, « redondant », dit-il). On n’en parle plus guère, malgré une tentative de relance à l’automne. Après l’été, il y a eu l’appel de Francis Parny (PCF), destiné à la mouvance communiste, pour soutenir Mélenchon (que notre directeur de la publication signa), et dont les signataires ont pour la plupart rejoint les collectifs de la « France Insoumise », puis l’appel des 99, signé par une partie des « 100 » (et que notre directeur de la publication signa aussi, « bah, j’attends le prochain… ») soutenant la candidature Mélenchon aussi, mais apparemment plus méfiante sur la France insoumise quoique pas tous, nuances, nuances.

Et enfin la pétition Vivement la gauche, lancée par Pierre Laurent et la direction du PCF appelant les divers candidats (gauche du PS, Mélenchon, écolos) à se rassembler pour construire ensemble une alternative autour d’un candidat commun. Pierre Laurent a écrit dans ce sens pour rencontrer Christian Paul, chef de file des frondeurs PS, David Cormand, secrétaire national de EELV-Les Verts et Jean-Luc Mélenchon avant le 4 novembre (à ce jour, seul Christian Paul a répondu positivement). Car le 4 novembre, les instances du PCF sont invitées à choisir entre trois hypothèses : une candidature PCF (improbable), une candidature Mélenchon (mal vue par certains) et une candidature unitaire autre (bon courage !). Il se murmure que l’enjeu pour le PCF (mais pas que pour lui) est la répartition des candidatures aux élections législatives, les financements publics des partis dépendant en partie du nombre de voix obtenues. Bon, on vous dit ça, on vous a rien dit. Quand à l’auteur de ces lignes, en tant qu’observateur impartial, il n’a rien signé du tout, mais n’en pense pas moins.

* Le Masque de Marine

*Par Yann Fiévet*

Au grand bazar des idées fausses la grande campagne promotionnelle est maintenant lancée pour la mise sur orbite de la première figure de l’extrême-droite française. A encore huit mois du prochain scrutin présidentiel la promotion la plus efficace ne vient pas du Front national lui-même mais des médias de masse par l’entremise de journalistes qui font de ce parti un parti comme les autres, qui salue la performance que constituerait l’entreprise de dédiabolisation orchestrée par la digne héritière du fondateur de l’organisation perçue longtemps comme indigne.

Des émissions entières lui sont consacrées. Cela fait audience. Il est vrai que Marine Le Pen ne s’est pas encombrée d’une Primaire, elle s’est proclamée depuis longtemps candidate naturelle du Front « au nom du peuple ». Chez Les Républicains, ils sont finalement sept –dont une seule femme ! - à se partager les projecteurs, ce qui ne facilitera sans doute pas la visibilité de tous. Au Parti socialiste, les projecteurs ne s’allumeront qu’après dissipation des brumes automnales enveloppant les candidats potentiels à la candidature. Pour EELV il ne faut pas moins de quatre projos car si le parti est petit grande est l’écologie. Mais, venons-en au problème crucial que la médiacratie s’échine à ne pas voir : la nouvelle coqueluche des journalistes politiques avance masquée sans que l’on y prenne garde.

Le 19 septembre dernier, l’émission « C’est dans l’air » - titre ô combien racoleur – «était totalement consacrée à la grande rentrée politique de Marine Le Pen. Cette rentrée avait juste eu lieu la veille, c’est dire si France 5 avait décrété par avance que l’évènement vaudrait son pesant d’Audimat. La patronne du Front avait choisi Fréjus pour cette occasion à ne pas rater, une ville du Sud profond conquise par son organisation lors des dernières Municipales, une ville qui n’est pas baignée que de soleil comme on le sait. Le plateau de l’émission ne réunissait que des « spécialistes de la vie politique » hexagonales, notamment Christophe Barbier de l’Express et Catherine Nay de… Valeurs actuelles. Le fil conducteur de l’émission tenait en une question : comment Marine peut-elle espérer crever « le plafond de verre » qui l’empêche de développer son audience au-delà de son électorat traditionnel ? En un mot, comment peut-elle devenir plus respectable encore ? On constata vite que les invités parvenaient mal à dissimuler leur admiration devant le travail déjà accompli dans la construction de l’œuvre de séduction entreprise par celle qui est désormais l’objet de tous les regards de la médiasphère. Ce fut un grand moment de surréalisme télévisuel : c’était à celui qui dispenserait le meilleur conseil pour permettre à l’intéressée de capter l’attention et les suffrages de nouvelles franges du corps électoral. Le citoyen averti de la chose politique ne devait pas – pour peu qu’il regarde cette émission – en croire ses oreilles.

Les ficelles sont épaisses mais tout le monde ne les voit pas. Ces émissions réunissent des invités représentant des sensibilités différentes que l’on monte en épingle pour mieux dissimuler que sur l’essentiel la connivence est de règle. On y parle clairement, on se respecte les uns les autres sans jamais hausser le ton, on proclame souvent des évidences en donnant l’impression d’avoir en fin découvert une chose nouvelle à laquelle personne n’aurait songé jusqu’alors. Toutes choses qui confirment dans ses certitudes le téléspectateur moyen qui a toujours besoin d’être rassuré. Si les experts le disent… Citons le cas, entre autres incongruités du temps médiacratique contemporain, de la révélation faite par l’inénarrable Catherine Nay justement le 19 septembre. Selon elle, Marine Le Pen qui était éloignée du féminisme s’en est nettement rapprochée depuis quelques mois. Ce sont les évènements survenus à Cologne dans la nuit de la dernière Saint-Sylvestre qui auraient déclenché cette révolution mentale. Les allemandes agressées sexuellement lors de cette horrible nuit aurait fait prendre conscience à celle qui « jusque-là n’affirmait pas sa féminité » ce que vivent les femmes en certaines circonstances, ce qu’être une femme veut dire. Au passage la journaliste politique – c’est son titre, nous n’y pouvons rien – en profita pour signaler que les agresseurs n’étaient pas des migrants arrivés de fraîche date en Allemagne mais des Marocains installés en ce pays depuis plusieurs années. Cela ne mange pas de pain ! Pour achever de nous convaincre la spécialiste asséna ceci : Marine Le Pen est désormais proche d’Elisabeth Badinter. Une si fine analyse politique en effet avait de quoi nous achever. Les femmes savent maintenant sans doute pour qui voter l’année prochaine.

La perplexité nous envahit. Pourquoi des journalistes participent-ils ainsi à nourrir la vague montante d’une « peste brune » qui fait tout ce qu’elle peut pour cacher son nom ? Le principal parti de l’extrême-droite française et les idées qu’il véhicule n’ont pas fondamentalement changé. Des livres éminemment sérieux nous le démontrent depuis des années. Ils sont écrits patiemment par des sociologues ou des journalistes – il en existe de compétents – qui se sont réellement immergés en ces lieux de perdition des valeurs humaines que sont les diverses officines gravitant autour du Front. Ils en reviennent horrifiés et nous font part de leur effroi. Chacun a le droit de les lire, à commencer par Catherine Nay. On peut aussi regarder d’un peu près ce que signifie vraiment la gestion municipal des villes tenues par des élus issus de ce parti pour imaginer ce que cela donnerait à plus grande échelle. On mesure alors la dose d’incompétence et le climat de haine qui s’y développent.

Nous, citoyens enseignés par les leçons de l’Histoire, devons inlassablement dénoncer ces journalistes, imprudents et souvent impudents, qui servent d’ascenseur confortable à la vague lepéniste. Si tous ceux qui sont encore armés mentalement pour y résister font défaut d’autres armes demain parleront. A-t-on vraiment compris à quel point certaines franges de notre police ne demandent déjà qu’à se mettre, le moment venu, au service de « l’établissement de l’Ordre » ?

*Le blog de Yann Fiévet : www .yanninfo.fr*

* Mondialisation : Elite qui Dirige et Populace qui Vote

*Par Jacques-Robert Simon*

Les décideurs, qui représentent environ 1% de la population mondiale, imposent de plus en plus volontairement un modèle dit libéral à tous les peuples de la planète. Pourquoi cette volonté de dominer sans partage : le désir du meilleur des mondes pour tous ou seulement pour eux-mêmes ?

Penseurs et financiers ont constaté que des élections libres reflétaient la somme des égoïsmes et ne pouvaient pas (ou très difficilement) imposer l’intérêt général même par un forgeage incessant des mentalités par un spectacle politique. Une collectivité nécessite un processus décisionnel opérationnel : le glissement de la démocratie vers le social-libéralisme devenait inéluctable. Les élus s’occupent du social, les financiers de tout le reste, c’est à dire l’essentiel.

Vouloir organiser, policer, dominer le monde fut l’idéal de tous les hommes de pouvoir qui régnèrent et dont les noms constellent les livres d’histoire. La mondialisation américano-libérale n’est que la tentative contemporaine pour y parvenir. Mais est-ce une nécessité de rendre semblables peuples, peuplades, cultures ? La cohérence d’une société peut être obtenue par l’acceptation raisonnée des différences, elle peut être aussi obtenue en remplaçant le peuple par la populace sensible seulement aux instincts pour les uns et au désir de domination pour les autres. Deux problèmes à l’échelle mondiale se posaient au siècle dernier : la surpopulation et les inégalités Nord-Sud. Comment les partisans inconditionnels de l’égalité d’une part, et de la liberté d’autre part abordèrent-ils ces défis ?

L’augmentation mondiale de la population inquiétait nombre d’analystes : une très inquiétante explosion démographique allait rendre insuffisante les ressources de la terre. Thomas Malthus (1766-1834), proposa de limiter la croissance de la population pour éviter d’effroyables famines. Malthus était contemporain du décollage industriel anglais et l’accroissement de population s’accompagnait d’une augmentation importante des émissions de gaz carbonique (CO2) par l’utilisation de plus en plus massive d’énergies fossiles (gaz, pétrole, charbon). Le passage d’une source naturelle d’énergie, celle associée à la photosynthèse, aux énergies fossiles était inévitable tant l’avidité en ressources était grande. La transformation des photons lumineux en matière végétale est inefficace, le rapport énergie stockée sur énergie lumineuse reçue est inférieur à 1%. Les combustibles fossiles fournissent une énergie solaire stockée sur des centaines de milliers d’années, ce qui fournit dans l’instant une bien plus grande quantité d’énergie que la photosynthèse. Durant la révolution industrielle de 1850-1900, la population mondiale augmenta rapidement.

Une gestion autoritaire de la natalité par la Chine a conduit dès 1955 à des «instructions pour le contrôle des naissances». En 1970, l’indice de fécondité (nombre d’enfants par femme) est encore de 5,78. Une nouvelle planification des naissances commence en 1971 qui recourt cette fois à des stérilisations et des avortements. Le succès de cette campagne est foudroyant, en 10 ans l’indice de fécondité diminue de plus de moitié (2,31 en 1979). Entre 1970 et 1980, le Produit Intérieur Brut par habitant de la Chine a augmenté modérément. Mais qu’en est-il dans d’autres pays qui ne disposent pas d’un système autoritaire permettant une maîtrise aussi stricte des populations ?

À la libération en France, la natalité explosa pour atteindre 3 enfants par femme. Le « baby boom » se maintint durant une vingtaine d’années, la natalité devenant à partir de 1975 inférieure au taux de maintien de la population (1,75-2,0 enfants par femme). En 1973-74, la contraception et l’interruption volontaire de grossesse avaient été autorisées par les autorités.

Une baisse des naissances peut être obtenue en agissant vigoureusement ou en ne rien proposant de contraignant : la relation cause-effet n’a guère de sens, l’ensemble du système complexe doit être considéré. Le facteur primordial est la capacité des autorités à conserver une cohérence dans la société qu’ils dirigent. Une forte contrainte pour les uns, une gestion des désirs pour les autres, peuvent être appliquées. De nos jours, une décroissance du nombre d’enfants par femme est observée partout, même en Afrique subsaharienne où l’indice de fécondité est le plus élevé. Dans le même temps, le Produit Intérieur Brut (PIB) mondial a considérablement augmenté entre 1950 et 2000. L’espérance de vie est également en augmentation dans toutes les régions du monde même en Afrique où elle reste faible. Le système actuel engendre bien des richesses et un mieux-être, si on le mesure par l’espérance de vie.

Cependant, un système régnant ne peut que produire des inégalités croissantes puisque il est exceptionnel que l’on puisse contrecarrer les intérêts des plus forts quelle que soit l’organisation politique. Un changement de système, une révolution, se produit de temps à autre mais elle s’accompagne d’une chute de la production des richesses, la cohérence sociétale étant transitoirement ruinée. Ainsi, le PIB de la Russie s’est effondré après le « changement de régime » en 1989, elle ne retrouva un niveau comparable qu’en 2007. En 2013, 110 personnes détiennent 35% de la richesse russe. En France, comme dans tous les autres pays occidentaux, les inégalités augmentent jour après jour sans que l’efficacité économique n’en soit améliorée : la concentration du pouvoir n’améliore en rien l’efficience. L’épargne des efforts de la main d’œuvre peut être obtenue par la robotisation. Ils effectuent sans barguigner des travaux répétitifs sans manifester de fatigue, de peine, d’humeur. Les produits deviennent si peu chers que les classes populaires peuvent les acheter et stimuler, en conséquence, la consommation, et donc, dans un second temps, favoriser l’emploi. Cette logique eut un sens puisque le temps de travail a baissé très significativement au siècle dernier. La «mondialisation» remet toutefois en cause ce schéma. Si une masse laborieuse d’un pays pauvre peut produire à moindre coût la même quantité de biens, il est inutile pour l’investisseur de privilégier des robots. Les plus démunis des pays pauvres voient leur sort quelque peu amélioré mais c’est la classe sociale la plus pauvre des pays occidentaux qui en paie le prix. Il se créé ainsi une classe d’*intouchables,* hors des castes dominantes des hommes d’argent, de pouvoir, de médias. La «révolution informatique» ne permet pas non plus de libérer les travailleurs de tout ou partie des nuisances qu’ils subissent mais plutôt de détruire les contrats sociaux arrachés à l’issue de la seconde guerre mondiale pendant laquelle ceux qui n’avaient rien luttèrent contre des occupants avec lesquels collaboraient la très grande partie des nantis. Ce discrédit, très transitoire, des classes possédantes permit des avancées sociales qui auraient été impossibles autrement.

La lutte des classes est devenue aujourd’hui une lutte des castes tant la perméabilité entre strates sociales est devenue infinitésimale. S’achemine-t-on vers une démocratie athénienne : une infime minorité de la planète assurera le fonctionnement, la gestion et le cadre légal de la mondialisation, tandis que le reste de la population ne servira que comme esclaves, métèques ou sub-robots ? L’élite qui dirige, la populace qui vote.

* L’Urbanisme en Question (Anarchie, quand tu nous Tiens…)

*Par Jean-Pierre Lefebvre*

J’ai donné un chapitre au recueil lefebvrien de Hugues Lethierry (paru dans Chronique sociale). La conclusion de l’ami Jean-Pierre Garnier m’interpelle. La pensée d’Henri Lefebvre sur la ville y est revisitée avec profit. Après le live de Bruce Bégout, *Suburbia*, qui renoue avec l’analyse situationniste de Debord, on mesure avec effarement l’abîme dans lequel sont tombées pensée et pratique urbaine depuis la splendide décennie 70/80 ! JPG rappelle que le milliardaire Warren Buffet a dit : « La guerre de classe existe bien mais c’est l’oligarchie qui aujourd’hui l’a gagnée ». C’est particulièrement vrai de l’édification de la ville, après le temps des utopies des années soixante. Discutant les thèses, lefebvriennes elles aussi, du géographe anglais Harvey, JPG évoque la domination totale des banques, des promoteurs, des hauts fonctionnaires - ajoutons de la couche dominante des vedettes médiatiques de l’architecture - sur le mode d’édification urbaine. Il constate la quasi disparition des luttes urbaines en France comme d’une quelconque inscription dans les programmes politiques de la gauche fût-elle radicale, de tout projet sensé de ville utopique qui échapperait à la réification oligarchique, à la spéculation, à la reproduction des rapports sociaux inégalitaires comme seules motivations. On ne peut qu’approuver sa critique : il s’agit bien d’un Waterloo version ANRU, ce monstre bureaucratique et opaque qui concentre toutes les malfaçons édificatrices à l’infra niveau conceptuel des politiciens alignés sur la pensée Bouygues. Jusqu’aux Verts, totalement illogiques dans leur juste ambition de défendre les conditions de survie sur la planète : comment penser la perspective d’un entassement de huit milliards d’humains dans les villes en fin de siècle, sans imaginer un autre tissu urbain, adapté à une consommation économe, à un autre séquençage du temps (RTT), écologique, peu dense, mixte, accueillant, proxémique, piéton, vert, aussi bellement architecturé qu’un livre à haut contenu culturel, la ville comme œuvre totale réconciliant la masse des humains avec une vie quotidienne enfin spirituelle ? Devant le désastre de l’urbanisation mondialisée, apparemment inexorable, le découragement des appétences révolutionnaires est latent. JPG en dresse un tableau corrosif. Le monde ouvrier a fait défaut, quittant tout espoir révolutionnaire. Sa base la plus faible hante pour lors les antichambres puantes du néofascisme. Mais c’est un maire communiste qui a osé démolir une des utopies urbaines les plus intéressantes des années 70, les Poètes à Pierrefitte, pourtant construite par ses prédécesseurs mieux inspirés. Il y a supprimé 440 HLM peuplés majoritairement de gens originaires du Sud, racisme honteux. La bête immonde est partout en gésine. Devant ce spectacle de désolation, JPG rejette la classe ouvrière qui a trahi et les salariés intellectuels qui seraient en bloc des petits bourgeois, soutiens par nature de l’oligarchie… Il ne reste pas grand monde pour monter sur ses barricades ! Il Ne confondrait-il pas la masse des salariés avec ces quelques universitaires, chiens de gardes qui mettent leur talent au service des puissants ? Faute d’avoir trouvé les supports sociaux majoritaires d’une éventuelle reconquête (les 99 %, libérés de l’oppression médiatique, tels Podemos, Syriza, Occupy Wall Street, etc.), JPG, reprend Mao pour qui *si révolution urbaine il devait y avoir ce ne serait pas un dîner de gala mais un massacre en bonne et due forme de ceux qui pensent le contraire* (???), terriblement mobilisateur. Mao poursuivait : *sur cette table rase une ville mille fois plus belle sera édifiée…* On croirait lire le platonico-paulinien Badiou !

Henri Lefebvre se méfiait des utopies architecturales, armées de pied en cap, préférant l’épanouissement des mille sensibilités et de la pluridisciplinarité. Rappelons cependant que les seuls architectes qu’Henri ait rencontré, avant 1980, se limitaient à Pouillon, Boffil, Ciriani, et quelques autres, des post-corbusiens qui faisaient leur miel de l’héritage hygiénique du gourou, c’est vrai contre les prix de Rome qui vilipendaient le génial auteur de Ronchamps, tout en copiant ses idées et simplifiant ses plans de cité radieuse pour inonder les banlieues des trente glorieuses (piteuses) des barres et tours de la ségrégation sociale. Difficile de réfléchir aux fondations des luttes urbaines sans entrer dans ces débats historiques complexes. Réduire l’urbain à une conséquence mécanique d’une lutte des classes élémentaire, c’est régresser au niveau de la brochure hâtive d’Engels sur la question du logement, longtemps seule référence marxiste à l’urbain avant HL. 1956, c’est l’année de Team Ten, les jeunes contestataires des CIAM. Henri avait-il assimilé leurs idées ? Et JPG aujourd’hui ? Ces pionniers ont mis en cause les canons réactionnaires de la charte d’Athènes de Le Corbusier - par ailleurs longtemps pétainiste, comme Cohen et Chaslin le rappellent utilement. Dès cette époque, Team Ten mettait en cause le zonage, la standardisation du logement, les surdensités et surhauteurs des plans Voisin et Obus, leur préférant la*forte densité faible hauteur, la* mixité, la clarté labyrinthique de Van Eyck, les zones piétonnes, l’organicité professée depuis longtemps par FL Wright aux USA. Dix ans plus tard, cette démarche critique provoque la floraison, brève mais incontournable d’une deuxième génération d’utopistes, parfois d’inspiration marxiste comme Jean Renaudie qui revendique en mai 68 dans « Architecture d’Aujourd’hui », la libération des formes architecturales de l’orthogonalité corbusienne pour inventer une ville solidaire, opposées au *less is more* et à la ségrégation. Contre l’armée des technocrates conformistes, il proclame : *L’urbanisme est  architecture* ! L’extraordinaire c’est que leurs théorisations sont devenus alors des expérimentations construites. En Angleterre avec Ooley et Jones, en Italie avec Gian Carlo di Caro, en Hollande avec Hertzberger, Van Eyk et Piete Blome, en Espagne avec Padron Lopez, au Japon avec Team Zoo. Ici, Renaudie, Gailhoustet, Buczkowska, Euvremer, etc., en travaillant sur la mixité des quartiers, sur le refus des surdensités, du zoning et de la standardisation du modèle d’entreprise, au profit d’une appropriation individuelle des géométries variées du logement - contre la boîte obligatoire, le triangle , les courbes -, des terrasses plantées favorisant la communication, ils ont conçus de 70 à 90, des quartiers HLM à Ivry d’abord puis à Givors, Saint Martin d’Hères et en Seine Saint-Denis, plusieurs dizaines de milliers de HLM ! Les découvrant tardivement, HL s’est enthousiasmé en 1981 pour cette démarche, nous exhortant à nous constituer, maîtres d’œuvre et maîtres d’ouvrage unis, en avant–garde. Ce qui s’est alors réalisé avec quelques maires ouvriers exceptionnels, c’est, par leur intermédiaire, l’alliance entre la population - les 99% - et la pointe avancée des artistes engagés - ces petits bourgeois dont parle avec un dégoût obstiné JP Garnier quand ils mettaient en échec le monstre étatico-financier ! Il ne s’agit naturellement pas de rendre obligatoire la copie de ces exemples mais de rappeler en quoi ils sont exemplaires, indépassés, et combien ils mériteraient d’être analysés et développés quand institution, médias et lobbies s’acharnent au contraire à les nier, à les exclure des objets d’enseignement, quand ils ne les détruisent pas physiquement !

En pleurant sur la « trahison » de la classe ouvrière, en rejetant en bloc les salariés intellectuels (pourtant largement majoritaires et exploités), en les classant fallacieusement au mépris de la définition marxiste en «  petits bourgeois », en classes moyennes, quand y compris avec des salaires de cadres, ils ne possèdent aucun moyen de production et n’exploitent personne, JPG désespère le camp des contestataires : qui pourrait désormais être porteur de masse de la mise en cause du capitalisme dont Piketty et Stiglitz démontrent magistralement sa tendance inéluctable à une inégalité ravageuse et aux crises, et les Verts sa destruction des conditions de survie sur Terre ? Sans doute Piketty souligne-t-il que si les 50% de salariés pauvres ne disposent d’aucun capital, les 40 % supérieurs possèdent généralement leur maison, un petit capital, ce qui ne les prédispose pas à la même radicalité que leurs collègues surexploités et dépourvus de tout capital. L’enseignement à tirer de cette disposition des forces sociales, comme de l’élévation relative du niveau d’éducation, c’est que la libération de l’oligarchie passe nécessairement par une union des 50% les plus pauvres avec les 40% de couches réformistes plus aisées qui expriment cette timidité politique, respectueuse du cadre légal, acceptant les vicissitudes de la lutte politique, la sclérose des partis, le poids des médias oligarchiques. Les petits possédants tendent au conformisme afin de ne pas risquer leur acquit, fût-il maigre. Nombre d’ouvriers manuels en font partie. En opposition avec ce constat réaliste, la seule perspective agitée par JPG c’est le recours à la violence comme deus ex machina, jusqu’à la revendiquer face au légalisme bourgeois qui dès lors peut prétendre défendre la veuve et l’orphelin (lisez mamie Zinzin et le fils Dassault) contre un prétendu terrorisme de gauche. Si le djihadisme est bien parmi d’autres causes une conséquence en dernier ressort de l’inégalité, c’est peu dire qu’il n’ouvre dans son contenu totalitaire aucune perspective révolutionnaire. Pas le moindre programme progressiste mais tout le contraire, la régression idéologique au fond obscur du moyen-âge. Sans doute JPG a-t-il raison de rappeler que les bourgeois n’accepteront pas tendrement de changer ni la ville ni les rapports sociaux mais les forces révolutionnaire depuis Gramsci ont en tâtonnant expérimenté des pistes non insurrectionnelles au changement, autour du concept d’hégémonie idéologique à conquérir par les salariés. Syriza n’a pas engagé de guerre civile pour parvenir au pouvoir.

Nous en sommes là. Les solutions au capitalisme existent, comme à l’aliénation de la démocratie et de la ville. Elles doivent fonctionner dans le rapport de force existant, dans le contexte de la politique héritée, malgré ses indéterminations souvent marécageuses. Le support potentiel de la fameuse *lutte finale* est constitué par les 99 %, l’énorme masse des salariés, privés de tout moyen de production, immensément majoritaires, y compris naturellement ses couches « intellectuelles » qui occupent désormais 75 % des emplois et qui sont mieux capables de fourbir eux-mêmes les utopies indispensables. Il n’y a pas de solution miracle, que la nécessité pour ces intellectuels, de diverses disciplines, fussent-ils d’origine « petite bourgeoise », de se libérer du carcan étatiste de l’Université rabâcheuse, de rejoindre les élites créatrices de la politique cultivée, de mettre leur analyse rationnelle et leur créativité au service d’un programme révolutionnaire, rationnel, informé, autogestionnaire, écologique, anti-oligarchique… puis d’agir dans le structures politiques héritées, aussi ingrates et viciées soient-elles, pour les nettoyer, convaincre patiemment, faire avancer les meilleurs enseignements critiques, tant des expériences de combats de la gauche que des abandons réformistes, des rigidités sectaires, des facilités tribuniciennes, voire de l’obscurantisme partout répandu… et de se battre comme historiquement cela été le cas souvent avec des succès partiels suivis de reculs (1936, 1945, 1968, 1981, 1998… ) aujourd’hui chez les altermondialistes et les 99 %.

Il y faudrait quelques règles financières, rappelées par ces petits bourgeois de Henri Lefebvre, Piketty, Stiglitz, Toussaint, ou Dardot-Laval, visant à inverser le creusement des inégalités, prendre avec une fiscalité adaptée le sommet de la pyramide de revenus pour le rendre à sa base appauvrie des 50 %, en implantant partout une démocratie basiste, l’arme adéquate pour juguler oligarchie et bureaucratie. Mais la ville autre ne peut être secrétée par la seule spontanéité populaire. Elle suppose aussi un effort national volontariste pour nettoyer le paysage architectural en virant les fausses vedettes, bousculant l’enseignement, la critique, les grands prix, les rapports de force avec l’horreur économique. Travail d’Hercule – rebâtir de fond en comble l’institution architecturale sclérosée, anémiée, laminée, au service de ce qui peut libérer de nouvelles énergies esthétiques. Dialectiquement, le pluriel démocratique doit se confronter aux évènements rares de la création architecturale et sociologique, comme en 1968. Les éléments précieux de l’architecture cultivée, créatrice à qui il faut donner du pouvoir pour imaginer un tissu urbain original, capable de répondre aux besoins humains, sensibles du XXIe siècle. Outre les règles d’urbanisme élémentaire rappelées ci-dessus (faibles densités, verdissement, mixité, piétonisation comme à Pontevedra selon Cynthia Fleury, *où le citoyen suit parfaitement sa ligne de désir*), c’est le maître de l’invention des formes cultivées, espaces intérieurs et volumes extérieurs s’engendrant réciproquement, qui détient la clé. L’artiste, l’architecte, cependant que l’urbanisation ignoble des technocrates conchie le globe de ses gratte-ciel et favelas, est dans le meilleur cas cantonné aujourd’hui comme à la Renaissance dans le service aux quelques surpuissants du patrimoine qui peuvent encore investir dans des objets fastueux, tels Piano pour Seydoux ou Gehry pour Arnault. Seul pourtant le concepteur pourra mettre en musique l’ensemble et le détail de la forme urbaine usuelle, le support du confort et de l’environnement protecteur des gens, en y ajoutant l’incitation des espaces construits aux envols d’imaginaires qui féconderait à son tour ceux des autres arts, libérés du mercantilisme. Cet anachronisme florentin, aussi précieux soit-il, doit faire de la place à la réalisation de quartiers de rêve comme Ivry, Aubervilliers, Saint Denis ou Blanc Mesnil les avaient esquissés pour les 99 %, d’abord pour remplacer le purgatoire des grands ensembles plutôt que par les modèles Bouygues de l’ANRU. Les jeunes professionnels voués au chômage ou au carcan de la médiocrité, devraient bouger comme en 1968, pour féconder la révolte sourde et oser proposer, outre les caricatures de Charlie, l’utopie urbaine, la ville de demain, libérée de la spéculation, de l’apoplexie qu’on nous prépare avec le Grand Paris des banquiers. Comment former des architectes créateurs quand les écoles interdisent aux professeurs de montrer leurs œuvres, voire aux étudiants de dessiner autre chose qu’une boîte ? Tellement pratique pour diffuser la médiocrité obligatoire et bloquer la dangereuse invention !

Il leur faudrait en premier lieu suivre le conseil de Walter Benjamin, avant qu’il ne se suicide en 1940 à la frontière espagnole face, comme aujourd’hui, à la montée des fascismes : *il faut écrire l’histoire des vaincus*. Par exemple celle du groupe *Archivari* autour de l’éphémère revue éponyme, onze parutions, dans une lutte trop inégale contre le Tout Marché et le Tout Etat et la grisaille suiviste et déferlante des posts de tous poils, corbusiens ou modernes. De cette quinzaine de pionniers qui travaillèrent avec Kroll, Team Zoo et les *porristes* de Lille, pour la Sodédat 93, précieuse et fragile expérience d’écologie urbaine, créée en 1974, normalisée vingt ans après, quatre agences ont fermé prématurément, cinq architectes sont disparus trop tôt, d’autres ont fuit aux Canaries au Cambodge ou sont devenus papetiers ou apiculteurs… presque aucun n’enseigne, nul n’est publié, la commande leur est interdite, le meilleur architecte français contemporain pointe au RSA ! Coïncidence, pendant la même période, entre 1983 (Fabius) et 2010, le gros patrimoine privé est passé de 300 % à 600 % du revenu national annuel ! La France dévore ses meilleurs enfants. Pas étonnant qu’elle s’apprête au triomphe des héritiers de la honte française, les chevaliers de la collaboration qui étranglaient les libertés, banalisaient la misère pour tous et la déportation, et qui furent ensuite terroristes de l’OAS, inconsolables de la perte des l’empire colonial ! Je propose au milliardaire Arnault d’occuper ses fastueuses salles vides du génial projet de Gehry par une grande exposition des *Proliférants*, comme fut organisée celle des *peintres dégénérés*, bannis par l’hitlérisme…

*Jean-Pierre Lefebvre est, bien sur, urbaniste*

* Le Maître de Sainte Euphasie, (quatrieme épisode)

*Par Hervé Mesdon*

Cela faisait deux semaines maintenant qu'elle se rendait chaque soir chez Marchalaud. Il lui avait fallu lasser les questions de ses amies qui dès le lendemain de son premier rendez-vous s'étaient précipitées chez elle: « et alors raconte Gaëtane ». Elle n’avait rien raconté du tout, elles verraient bien quand ça serait fini. C'était déjà assez difficile d'inventer chaque jour pour Jérôme un conte nouveau (les maris étaient toujours un peu inquiets quand le tour de leur femme était venu d'aller chez Marchalaud).

Pourquoi donc ne peignait-il que la nuit? Il y en avait pour combien de temps encore? Est-ce qu'il était correct avec elle au moins? Pourquoi était-elle rentrée plus tard hier soir? Le travail avançait-il? Comment aurait-elle pu connaître l'avancement du travail de Marchalaud? Jamais elle n'avait vu la moindre peinture, le moindre dessin que le maître faisait d'elle.  Chaque soir il la quittait emportant pour quelque secrète cache ses travaux de la soirée. Une fois elle avait essayé de voir, mais Charles alors s'était rembruni: « de vos chairs de femmes, je ne vends que l'idée Gaëtane, vos chairs elles-mêmes je les garde pour moi ». Elle s'était bien gardée de recommencer.

Pendant un temps, il sembla à Gaëtane que seuls sa croupe et son dos l'intéressaient. Jour après jour il lui avait fait prendre des poses qui les mettaient en valeur. Il l'avait installée, alanguie, sur un sofa telle la Vénus au miroir de Velasquez, un autre soir ce fut l'Odalisque brune de Boucher qui l'inspira et un autre, Une femme au tub de Degas. Comme pour se justifier il avait dit: « un cul pareil, vous comprenez Gaëtane, il faut que j'en profite au maximum ».

 Peu à peu elle s'était relâchée, soir après soir elle avait été de plus en plus fière de ses progrès dans sa façon de s'offrir au regard de Charles. Maintenant elle se pliait avec docilité à  ses exigences,  ses muscles  ne se  crispaient plus quand il venait « s'inspirer la main » en suivant telle ou telle ligne de son anatomie. Si Charles disait: « pensez Gaêtane qu'ainsi vous feriez bander tout un régiment et vous en serez plus belle encore », elle s'en amusait, elle se sentait chatte et son corps était en gloire.

 Un soir Charles avait dit: « votre dos et vos fesses sont délicieusement vulgaires... mais votre devant est si émouvant... » et ce soir là elle avait été la Bethsabée au bain de Rembrandt et son ventre trop lourd avait réjoui Charles : « on n'en fait plus des femmes comme vous, Rubens, Rembrandt, Watteau, Boucher... vous êtes une femme du XVIII ième siècle, Gaëtane ». Et chaque soir Charles s'arrêtait brutalement, quittait l'atelier en emportant ses oeuvres et disait: « n'oubliez pas d'éteindre en partant ».

 Un matin Charles l'avait appelée : « prévoyez deux bonnes heures de pose en plus ce soir », elle avait senti revenir en elle les mêmes craintes et la même impatience que la toute première fois: délices! Qu'allait-il se passer? Au repas du soir elle avait prévenu Jérôme qui n'avait pas caché son agacement, mais Gaëtane, l'esprit ailleurs ne s'en soucia guère.

 Quand elle entra dans l'atelier, Charles lui dit: « aujourd'hui je vais vous peindre comme ça » et il lui mit entre les mains une reproduction de L’origine du monde de Courbet. Il la fit s'allonger sur une couche inclinée, lui fit ouvrir largement les cuisses, braqua deux spots lumineux sur son entrejambe et se mit à peindre.

Quatre heures de rang, il peignit en silence, il était deux heures du matin  quand  il  s'arrêta. « Je  suis  épuisé,  vous  aussi  je suppose, dans trois jours ça sera fini, vous pouvez prévoir le vernissage quand vous voulez » et il s'en alla en emportant sa toile comme d'habitude. Gaëtane manqua d'entrain en se rhabillant : « déjà, déjà il fallait que ça s'arrête! » Elle avait le sentiment que ce dernier mois avait fait d'elle une autre femme, son corps s'était délié, elle avait appris à le vivre dans toute la variété de ses états avec une plénitude qu'elle n'avait jamais connue. (à suivre)

* Non au TAFTA, un Traité Inique, qui Enfreint les Textes des Nations Unies !

*Par Chloé Maurel*

Le traité sur la mise en place d'une zone de libre-échange transatlantique (désigné par son sigle anglais TAFTA ou TTIP), qui est en cours de négociation dans la plus grande discrétion entre les dirigeants des États-Unis et de l'Union européenne (UE), et qui pourrait aboutir à la création de la plus vaste zone de libre-échange du monde (29 États, 820 millions d’habitants, de part et d’autre de l’Atlantique), serait très néfaste pour les travailleurs. Prévoyant l'élimination des droits de douanes, la suppression des « obstacles non-tarifaires » au commerce (comme le contrôle sur la qualité des importations), l'harmonisation des normes et des réglementations, il pourrait faire sauter les normes européennes en matière sociale ou environnementale, qui sont plus avancées que celles des États-Unis. Ainsi, cela pourrait remettre en cause la liberté syndicale, ou ouvrir l'Europe au bœuf aux hormones américain...

En outre, le TAFTA prévoit que les grandes multinationales, si elles s'estiment « discriminées » par une réglementation, peuvent réclamer des indemnités aux États, devant des tribunaux d’arbitrage privés. Elles auront le droit de faire condamner des États par des tribunaux d'arbitrage privés opérant en dehors de la juridiction nationale, les ISDS («*investor state dispute settlement*»).

Dans ces tribunaux privés, ce n'est même pas un magistrat officiel qui juge, mais l’entreprise plaignante qui choisit un premier arbitre, l’État poursuivi un autre, et les deux parties, un troisième. Ces arbitres sont choisis dans un cercle très étroit et fermé, et très favorable aux milieux d'affaires. « On confie à trois individus privés le pouvoir d’examiner, sans aucune restriction ni procédure d’appel, toutes les actions du gouvernement, toutes les décisions de ses tribunaux, toutes les lois et régulations émanant de leur parlement. », comme le résume Juan Fernandez-Antonio, lui-même arbitre international, interviewé dans *Fakir*[[1]](#footnote-1). Ces ISDS fournissent une protection aux investisseurs mais pas aux États ni à la population. Ils permettent aux investisseurs de poursuivre des États, mais pas l'inverse ! Par exemple, le groupe nucléaire suédois Vattenfall poursuit en justice le gouvernement allemand pour sa décision d'abandonner l'énergie nucléaire après la catastrophe de Fukushima, et l'entreprise français Veolia, qui avait lancé une filiale de traitement des déchets en Égypte, filiale qui avait peu fait recette, a attaqué le gouvernement égyptien pour avoir augmenté le salaire minimum à la suite de la révolution arabe de 2011. Ces affaires ont déjà coûté aux gouvernements des centaines de millions d'euros. Cette justice est si inique que certains pays ont décidé de l’abandonner : l’Australie, la Bolivie, l’Équateur, l’Afrique du Sud.

Le TAFTA constitue aussi une grave menace pour l’exercice du droit syndical et les protections sociales, comme le salaire minimum. En effet les normes sociales seraient uniformisées sur celles des États-Unis. Or ce pays ne reconnaît pas la plupart des conventions fondamentales de l’Organisation internationale du travail (OIT) sur la protection des travailleurs (liberté de réunion, droit aux négociations collectives), car il les considère comme des entraves au commerce et à la libre concurrence.

Au nom du respect de la sacro-sainte «concurrence libre et non faussée», les multinationales pourraient par exemple obliger des États à privatiser entièrement les services de santé! Les multinationales pourraient aussi contester les standards de l’OIT comme discriminants, elles pourraient faire valoir que la protection des travailleurs et des droits syndicaux sont des obstacles au commerce et au libre échange.

De plus, le TAFTA va à l'encontre de plusieurs textes importants des Nations unies, comme les conventions de l'OIT et le principe directeur n°9 de l'ONU sur les affaires et les droits de l'homme, qui prévoit que les États doivent s'assurer que les accords sur le commerce et l'investissement ne contraignent pas leur capacité à assurer leurs obligations concernant les droits de l'homme. Un expert des Nations unies, l'avocat américain d'origine cubaine Alfred de Zayas, s'est récemment publiquement élevé contre le TAFTA et a réclamé la suspension des négociations menées entre États-Unis et Union européenne pour faire adopter ce projet. Alfred de Zayas, nommé « rapporteur spécial de l'ONU sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable», a préparé pour l'ONU un rapport sur les tactiques utilisées par les multinationales dans les négociations du TAFTA pour arriver à leurs fins. Il juge sévèrement les ISDS, qui constituent selon lui «une tentative d'échapper à la juridiction des tribunaux nationaux et de contourner l'obligation de tous les États d'assurer que toutes les affaires juridiques soient traitées devant des tribunaux indépendants qui soient publics, transparents, responsables et susceptibles d'appel». Il ajoute que le TAFTA enfreindrait la Charte de l'ONU, signée par tous les États membres: en effet, «l'article 103 de la Charte de l'ONU dit que s'il y a un conflit entre les dispositions de la Charte et n'importe quel autre traité, c'est la Charte qui prévaut»[[2]](#footnote-2).

Le TAFTA pourrait ainsi aggraver dramatiquement la pauvreté et la précarité dans l'Union européenne. Face à ces dangers, la CNUDCI, Commission des Nations unies pour le droit commercial international, a adopté en 2014 la «Convention sur la transparence dans l'arbitrage entre investisseurs et États fondé sur des traités»: c'est un ensemble de règles de procédure qui visent à rendre publiquement accessibles les informations sur les arbitrages entre investisseurs et États découlant de traités d'investissement, de sorte que tous les textes du TAFTA soient rendus publics afin que dans tous les pays de l'UE, les parlementaires et les citoyens aient du temps pour les examiner et les évaluer de manière démocratique. C'est un pas vers plus de transparence dans les jugements rendus par les ISDS.

C’est maintenant à nous, les peuples, de peser pour que les textes et les valeurs humanistes de l’ONU prévalent sur ces tribunaux arbitraires qui sont l’expression du néolibéralisme le plus effréné, et de faire pression pour que le TAFTA ne soit pas adopté.

*Article paru dans la revue Recherches Internationales (http://www.recherches-internationales.fr)*

* A Lire : Pourquoi la Gauche Finit-elle Toujours par Perdre ?

*De Jean-François Morin*

Cet essai s’adresse à tous ceux qui, d’une manière ou d’une autre, « refusent la domination de l’homme par l’homme ».

Il vise à analyser les raisons qui ont fait que la « Gauche », qu’elle soit réformiste ou révolutionnaire, n’a pas su accéder ou se maintenir au pouvoir au cours des deux siècles passés. « Pourquoi donc… les Montagnards ou Girondins en France, les bolcheviques russes, les libéraux outre Atlantique, les socialistes, communistes, démocrates, sociaux démocrates, utopistes, trotskistes, anarchistes, écologistes et autres révolutionnaires bolivariens, les solidaristes, ou les caritatifs, les héritiers de Gandhi… », ont-ils fini par reculer ? Sans sous-estimer la puissance de leurs adversaires, tous ceux qui se réclament encore d’une pensée de « Gauche », doivent s’interroger, à la lueur des évènements récents, notamment en France, sur leurs propres dysfonctionnements. Mais le cas français n’est pas exceptionnel. Il révèle peu ou prou les dérives, les imperfections et les débordements d’un courant idéologique qui peine à se pérenniser partout dans le monde.

A partir de l’examen de concepts-clés (alternance, classes sociales, collaboration, communisme, connivences, consommation, critique, délégation de pouvoir, désir de gauche, domination, droite, divisions et chapelles, démocratie, gauches, écologie, économie, éloquence, indignation, individualisme, intellectuels, leaders et chefs, manifestations, masses, marges et marginalisation, médias, partis, ruptures, socialismes, violence, vivre…), l’auteur dénonce des pratiques douteuses, des postures, des manipulations et des mensonges courants en politique. Mais il ne met pas seulement en cause les spécialistes de la politique ; c’est tout un système, global, qui s’impose à des citoyens dont on peut déplorer, par ailleurs, le refus de plus en plus fréquent de combattre.« Peur, découragement, paresse, ignorance, psychologie, sectarisme », autant de facteurs qui interviennent dans cette échauffourée séculaire. Comment mettre en œuvre, de nouveau, les idéaux de morale, de justice, d’égalité, de lutte, de liberté ? Et avec qui ?

Tel est le propos de cet ouvrage qui se conclut par les mots de Nelson Mandela : « Quand j’ai franchi les portes de la prison, telle était ma mission : libérer à la fois l’opprimé et l’oppresseur ».

*Editions Laurène Herman. 258 pages, 18 euros*.

* Si Réchauffer la Banquise vous Intéresse

**J’adhère à l’association *CACTUS*, éditrice de réchauffer la banquise et vous joins un chèque de 15 euros à l’ordre de CACTUS REPUBLICAIN**

***Réchauffer la banquise***

**Publication**: Jean-Luc Gonneau **Rédaction**: João Silveirinho **Éditorialistes**: Jacques-Robert Simon, **Conception**: Jean-Christophe Frachet **Humeurs** : Mick et Paule, Sylvain Ethiré **Grande Reportère**: Florence Bray. **Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* - 3, avenue Vélasquez 75008 Paris **Courriel :** jean-luc.gonneau@orange.fr **Internet :** http://www.la-gauche-cactus.fr/SPIP/ *Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

**Elles/ils écrivent dans La Banquise :**

*David Hassan Abassi, Mina Ahadi, Madjid Ait Mohamed, Patrick Alexanian, Mahin Alipour, Anne Alize, Jean-Paul Alletru, Gérard André, Jacques Ansan, Jean-Michel Arberet, Elie Arié, Jacques Atlan, Fabrice Aubert, Rémi Aufrère, Robert Ausseur, Clémentine Autain, Aveclotantousenva, Gilles Bachelier, René Balme, Jérôme Baloge, Paul Baquiast, Jean Baumgartein, André Bellon, Gérard Belorgey, Abdelhak Berheri, Géraldine Biaux, Danielle Bleitrach, Boaventura de Sousa Santos, Gérard Borvon, Said Bouamamas, Jean-Pierre Boudine, Barbara Bouley, Alain Bousquet, Hugues Bousquet, Patrick Braibant, Florence Bray, Jacques Broda, Alain Brossat, Jean-Philippe Brunet,**Fernando Buen Abad Domínguez, Marie-George Buffet, Olivier Cabanel, Michel Cabirol, Cadoudal, Michel Caillat, Philippe Callois, Isabelle Cappe, Aloys Carton, José Caudron, Jean-Claude Charitat, Jean-François Chatelat, François de la Chevalerie, Mahor Chiche, Sophia Chirikou, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Daniel Cojean, François Colas, Maxime Combes, Samira Comingand, Albano Cordeiro, Fabienne Courvoisier, Jacques Cros, Leïla Cukierman, Shala Daneshfar, Pedro Da Nobrega, Georges Debunne, Jacques Decaux, Jacques Declosménil, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Monique Dental, Emmanuelle Depollier, André Depouille, Antonio Dias, Françoise Diehlmann, Jean-Michel Dodd, Evelyne Dubin, Béatrix Dupraz, Marlène Dupraz, Emmanuel Dupuy, Pierre Efratas, Amine El Khatmi , François Esquer, Marcel Etienne, Michel Evrard, Jacques Fath, José Pablo Feinmann, Eric Ferrand, Jean-Claude Fiemeyer, Yann Fiévet, Alain Foix, Jean-Christophe Frachet, René Francal, Jacques Franck, Eduardo Galeano, Gabriel Galice, Stéphane Gatti, Christian Gautier, Gévé, Séverine Gille, Vincent Glenn, Philippe Goubault, Allain Graux, Denis Griesmar, Serge Grzesik, Pierre Guerlain, Vincent Guillot, John Hagelin, Eric Halphen, Jack Harmand, Jacky Hénin, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux, Jancry, Diana Johnstone, Fabienne Jouvet, Mahamadou Ka, Eddy Khaldi, Liet Kynes, Lionel Labosse, Dominique Lacout, Marc Lacreuse, Nathalie Laillet, Diane Le Béguec, Olivier Le Cour Grandmaison, Hervé Le Crosnier, Jacques Le Dauphin, Alain Le Dosseur, François Ledru, Jean-Pierre Lefebvre, Michel Lefebvre, Jean-Claude Lefort, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, RenéLenoir, Marie-Françoise Lepetit, Eve Lerner, Estelle Leroy-Debiasi, Didier Le Scornet, Marie-Pierre Logelin, Jacques Lombard, Mercedes Lopez San Miguel, Frédéric Lordon, Doc Lottin, Loulou, Alexis Lucas, François Lucas, Benoist Magnat, Jean-Claude Mairal, Roland Maire, Azar Majadi, Jorge Majfud, Oliver Makepeace, Dimitri Makrygiannis, Marc Mangenot, Roger Martelli, Laurence Matignon, Jérôme Maucourant, Hervé Mesdon, Georges Michel, Patrick Mignard, Tarik Mira, Fatiha Mlati, Yvonne Mignot-Lefebvre, Michel Moine, Ricardo Monserrat, Arnaud de Morgny de Maeyer, Jean-François Morin, Arnaud Mouillard, Eric Mouron, Joël Murat, Maryam Namazie, Michel Naudy, André Nouschi, Paul Oriol, Vincent Ortega, Oussama, Paloma, Henri Paris, Pierre Pascallon, Pierre Payen, Jean-René Peltier, Antonio Pereira Nunes, Jean-Pierre Petit, Michel Peyret, Michel Pillier, Michel Portal, Thomas Posado, Gabriel Puricelli, Gérard Raiser, Amir Ramses, Guy Ratane-Dufour, Alberto Riboletta, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues Da Silva, Maria Graziella Rodriguez, Michel Rogalski, Régis Roquetanière, Alain Ruscio, Claude Sam, Emmanuel Saussier, Scribrouge, Youssef Seddik, Luis Sepulveda, Marc Silberstein, Patrick Silberstein, Karim bey Smail, Claude Soufflet, Laurent Tarillon, Matthias Tavel, Paulo Telheiro, Antoine Thivel, Patrick Trannoy, Sophie Troubac, Denis Troupenat, Alain Uguen, Bernard Uguen, Rémi Uzan, Bruno Valentin, Jérôme Valluy, Jean-Robert Velveth, Christophe Ventura, Maris-Christine Vergiat, Michèle Vianès, Claire Villiers, Paul Vincent, Eugenio Raul Zaffaroni, Louis Weber, Louie Wyler, Olivia Zemor, Nadine Zuili…*

**Et en plus, sur notre site, des textes et graphismes d’autres auteurs :**

*Paul Alliès, René Assandri, Jean-Pierre Berlan, Jean-Marie Berniolles, Jean-Christophe Bonté, Jean-Bricmont, Etienne Chouard, Pascal Colrat, Jeremy Corbin, Marc Dolez, Jérôme Guedj, André-Jacques Holbecq, Etienne Imer, Raoul-Marc Jennar, Monica Karbowska, Jean-Jacques Lemarchand, Herwig Lerouge, Henri Maler, Maurice Martin, Chloé Maurel, Patrick Mignard, Marie-José Mondzain, Christophe Ramaux, Serge Regourd, Emir Sader, Joël Yoyotte-Landry, Philippe Zafirian, Didier Zuili…*

**Elles/ils ont participé aux cafés-débats de La Banquise**

*Paul Alliès, Clémentine Autain, Géraldine Biaux, Hamida Bensadia, Jean-Pierre Berlan, Agnès Bertrand, Jean-Christophe Bonté, Claude Boucher, Camille Cabral, Etienne Chouard, Eric Coquerel, Alexis Corbière, Michèle Dessenne, Jean-Claude Fiemeyer, Geneviève Geay, Susan George, Jean-Luc Gonneau, Jérôme Guedj, Eric Halphen, Pierre Henry, Diana Johnstone, Monika Karbowska, Olivier Keller, Suzanne Körösi, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Jean-Pierre Lefèvre, Henri-Georges Lefort, Laurent Levard, Pascal Lusso, Marc Mangenot, Fernanda Marruchelli, Fatiha Mlati, Temir Porras, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva, Marco Antonio Rodrigues Dias, Dominique Rousseau, Christiane Taubira…*

Photos détournées de Patrick Mignard

Social Flingage





Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org/SPIP](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de l’humour en plus !

1. Sylvain Laporte, « TAFTA: les tribunaux du diable », *Fakir*, n°69, avril 2015, [↑](#footnote-ref-1)
2. « UN calls for suspension of TTIP talks over fears of human rights abuses », *The Guardian*, 5 mai 2015, consultable en ligne sur <https://www.theguardian.com/global/2015/may/04/ttip-united-nations-human-right-secret-courts-multinationals> [↑](#footnote-ref-2)